

# **PACTE MONDIAL**

## **Communication sur le Progrès 2013**

## **Message de la Direction Générale,**

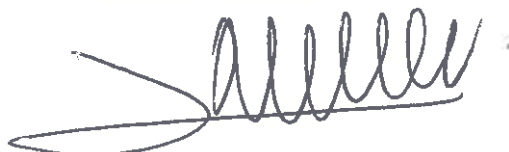
En signant en 2009 le Pacte Mondial des Nations Unies, EFFICO s'est engagé à en respecter les dix principes fondateurs sur la voie du développement durable et des responsabilités environnementales, sociales et économiques.

Comme mon prédécesseur, je suis particulièrement sensible à ce que chaque action que nous engageons s'articule autour des quatre piliers que sont les droits de l'Homme, les conditions de travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

Ces actions permettent de rappeler qu'EFFICO a une vision claire du sens de son métier et de sa responsabilité.

C'est pourquoi je profite de la présentation de notre communication annuelle sur le progrès pour renouveler notre soutien et notre engagement en faveur du Pacte Mondial.

Jean-Marc ROMANO  
Directeur Général



## **Rappel des 10 principes du Pacte Mondial :**

### **Droits de l'homme**

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence ; et
2. A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

### **Conditions de travail**

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. L'abolition effective du travail des enfants ; et
6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

### **Environnement**

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
8. A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
9. A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### **Lutte contre la corruption**

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

## Droits de l'homme

### Principes n° 1 et 2

Notre statut d'entreprise française exerçant l'intégralité de ses activités en France nous amène naturellement à respecter les législations française et européenne. Nous veillons également à ce que nos sous-traitants appliquent ces mêmes principes.

Cela garantit que nos actions sont menées dans le respect des Droits de l'Homme.

S'il est un jour décidé d'externaliser une partie de notre traitement, directement ou indirectement, hors de France et hors de l'Union Européenne, nous resterons attentifs et vigilants à la bonne application des principes du Pacte Mondial.

## Conditions de Travail

Principes n° 3, 4, 5 et 6

1/ Les enjeux : Promouvoir la diversité en matière de handicap

Action réalisée : Organisation d'un « Diversity Déj' » aux fins d'informer et de communiquer autour du handicap

### Chiffres :

Plus de 140 collaborateurs présents  
8 ateliers sensoriels autour de l'odorat, du goût et du toucher  
2 prestataires : Cabinet ATALAN et ESAT ANAIS  
57 participations au Quizz

### Méthode utilisée :

- Le souhait d'EFFICO est d'adopter une politique plus volontariste en matière de handicap, et particulièrement de sensibiliser les collaborateurs.
- Des actions sont déjà menées en ce sens :
  - recrutement de personnes en situation de handicap
  - manifestations en faveur de l'insertion des travailleurs handicapés (Forum dédié à l'orientation professionnelle)
  - Partenariat avec Cap Emploi : chaque offre d'emploi est dupliquée sur le site Cap Emploi
  - Recours à des prestataires externes de type Etablissement Spécialisé d'Aide par le Travail (ESAT)
  - Accompagnement de la reconnaissance d'un handicap pour certains collaborateurs
- Souhait de favoriser l'intégration et le maintien dans l'emploi et de sensibiliser l'ensemble des collaborateurs
- Organisation d'un « Diversity Déj' » : café de convivialité avec la participation de l'ESAT ANAIS pour le service
- Présence de plusieurs ateliers de sensibilisation pilotés par le Cabinet ATALAN
- Projection de mini vidéos extraites du site « je n'en crois pas mes yeux »
- Organisation d'un Quizz sur les informations transmises tout au long de la matinée

## 2/ Les enjeux : Prévenir et gérer les risques psycho-sociaux

Action réalisée : Organisation d'une formation pour la ligne managériale aux fins de détecter les situations de mal-être et comment réagir face aux risques psycho-sociaux.

### Chiffres :

46 managers ont bénéficié de cette formation

644 heures de formation ont été dispensées

L'équipe des Ressources Humaines et les élus du CHSCT ont également effectué des formations e-learning aux fins de sensibilisation aux risques psycho-sociaux

### Méthode utilisée :

- Travail de réflexion conjoint entre la Direction d'EFFICO et les élus du CHSCT dans un objectif de prévention, de préservation de la santé et de la sécurité et à l'amélioration des conditions de travail.
- Volonté que tous les acteurs de prévention soient sensibilisés et formés sur ce sujet :
  - Intégration dans le parcours de formation des managers d'EFFICO d'un module consacré à la prévention et à la gestion des risques psycho-sociaux : formation diligentée par l'organisme APAVE
  - Formation théorique et pratique (mises en situation, jeux de rôle)
  - Formation e-learning (vidéos de 60mn) pour les élus du CHSCT et les membres de l'équipe des Ressources Humaines
- Volonté d'être accompagné dans le cadre de l'évaluation obligatoire des risques (Document Unique) :
  - Appel à AIMT 37, Intervenants en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) pour l'évaluation des risques psycho-sociaux par unité de travail.

## Environnement

Principes n° 7, 8 et 9

Les enjeux : Diminuer les émissions de CO2 liées à l'activité

Action réalisée : Remplacement de l'envoi de certains courriers par l'envoi de courriels

Chiffres :

**140 313** courriels en lieu et place de courriers postaux

Bilan CO2 : **7437 Kilos** de CO2 économisés sur entre le 1er juin 2012 et le 1er décembre 2012

(références de calcul : empreinte carbone d'un courriel : 19g CO2 ; empreinte carbone d'un courrier postal : 72g CO2)

Méthode utilisée :

- Identification des courriers pouvant être remplacés par un courriel
- Développement informatique permettant la mise en place et l'envoi des courriels
- Intégration dès l'origine des courriels dans nos scénarii de relances

## **Lutte contre la corruption :**

Principe n° 10

**Les enjeux :** limiter les risques de pots de vin et de détournement de fonds

**Action réalisée :** Mise en place d'un plafond de règlements en espèces

### **Méthode utilisée :**

- Rédaction d'une procédure par le service Conformité sous la tutelle de la Direction Générale
  - Procédure comportant les différentes étapes aux fins de sécurisation du circuit de la réception des espèces jusqu'à leur mise en banque
- Communication de cette procédure à l'ensemble des managers de l'entreprise
- Mise en ligne de la procédure sur l'intranet de la société
- Contrôle interne mis en place sur le bon respect de celle-ci



## **Synthèse des actions mises en œuvre en 2012** **au regard des principes du Pacte Mondial**

Domaine	Enjeux	Actions mises en place en 2012	Résultats 2012
Conditions de travail	Promouvoir la diversité en matière de handicap	Organisation d'un Diversity Déj' aux fins d'informer et de communiquer autour du handicap	Plus de 140 collaborateurs présents
Conditions de travail	Prévenir et gérer les risques psycho-sociaux	Formation de la ligne managériale aux fins de détecter les situations de mal-être et comment réagir face aux risques psycho-sociaux	46 managers formés ; 644 heures de formation dispensées
Environnement	Diminuer les émissions de CO2 liées à l'activité	Remplacement de l'envoi de certains courriers postaux par l'envoi de courriels	140 313 courriels envoyés en lieu et place de courriers postaux; 7437 Kg de CO2 économisés
Lutte contre la corruption	Limitier les risques de pots de vin et de détournement de fonds	Mise en place d'un plafond de règlements en espèces	Rédaction d'une procédure de sécurisation du circuit du traitement des espèces